

Pourquoi il ne faut pas écouter les entrepreneurs quand ils parlent d'économie



Mathieu Mucherie répond aux patrons de la tribune du JDD du 10 janvier : "épargnez-nous vos propositions (contre-productives par ailleurs) sur la macroéconomie générale et sur la création d'emplois."

Avec Mathieu Mucherie

Chers patrons de la tribune du JDD du 10 janvier,

Nous vous aimons. Par "nous", j'entends **les 5 ou 6 économistes authentiquement libéraux de la place de Paris** dont je fais partie (je préside souvent les réunions dans une cabine téléphonique). Le reste de la société civile française ne vous tolère que si vous êtes un petit (le-brave-patron-de-PME-qui-conduit-une-CX-break) ou un djeun' méritant (le-fondateur-de-startup-innovante-que-j'ai-vu-hier-sur-TedX) ou à la rigueur un looser sympathique (Bernard Tapie). La plupart des gens ne vous aiment pas trop, et pour les autorités (de droite comme de gauche) vous êtes tout juste comme des lopins de terre individuels en URSS : bons pour payer ; payer, afin de faire tourner durablement toutes **les kolkhozes et les sovkhozes**. Comme nous vous aimons, nous allons vous parler ici très directement, sans chichis, sans prendre des gants. Si vous êtes **de vrais entrepreneurs de terrain et pas des bureaucrates**, vous ne vous en formaliserez pas.

Dans le climat foncièrement hostile aux patrons, vous souhaitez communiquer, prendre la parole sur l'économie, sur les émissions de CO2, sur l'emploi. Eh bien, **chers patrons de la tribune du JDD, vous devriez sans doute vous exprimer davantage sur des thèmes que vous maîtrisez bien**, la production de vos produits, le recrutement, le marketing, mais de grâce épargnez-nous vos propositions (contre-productives par ailleurs) sur la macroéconomie générale et sur la création d'emplois.

Pour votre crédibilité, lisez ceci : c'est assez ancien, mais cela n'a pas pris une ride : <https://hbr.org/1996/01/a-country-is-not-a-company>.

Selon une formule savoureuse de Ford, **"un bon patron ne doit rien faire, tout faire faire, et ne rien laisser faire"**. Ne rien laisser faire, réaliser des profits, c'est déjà une tâche à plein temps. S'il a des idées sur l'organisation du pays à ses heures perdues, tant mieux. Mais ce n'est ni sa formation ni son cœur de métier, alors attention aux transferts de légitimité. L'exemple de Ford est d'ailleurs saisissant ; il aurait mieux fait de se limiter à la production d'automobiles. **De nos jours, Warren Buffet est un immense géant de stock-picking focalisé, mais ses analyses sur l'inflation ne valent pas grand-chose. Chacun son métier**

Vous connaissez, chers patrons de la tribune du JDD, des prix particuliers, des secteurs particuliers. C'est votre métier. Comme le disaient Friedman, et Keynes, et Krugman, chacun à leur façon, il faut vous écouter dans vos champs d'expertise, mais il n'y a pas de pont entre vos affaires (même mises bouts à bouts) et la situation globale. *No bridge*. Sauf si vous dirigez une grande banque (car alors vous participez de cette chose mystérieuse et régaliennne qu'est la création monétaire), et encore. La famille Mulliez connaît bien

ses fournisseurs et ses magasins, un assureur sait gérer l'aléa moral et les arcanes de Solvability II, et les gens de Total maîtrisent sûrement l'exploration en *offshore* profond. Très bien : vous connaissez donc votre domaine, autrement dit, à l'échelle macro, des anecdotes. Certaines sont riches de sens, mais aucune n'est au niveau d'une réflexion holiste, contre-intuitive et monétaire. La macro, ce sont des centaines de boîtes cotées, des milliers de non cotées, et sans compter le fait qu'il n'y a pas que les entreprises dans la vie, et que le reste du monde existe. **Votre approche en tant que chef d'entreprise est microéconomique, une formulation gentille pour dire que vous évoluez (même dans le CAC40) à l'échelle du nano-mètre.** Vos raisonnements en équilibre partiel peuvent être impeccables, vous n'êtes pas pour autant armés pour l'équilibre général (déjà que les économistes walrasiens... passons). Vous gérez des choses très compliquées, des organisations ; votre job n'est pas de réfléchir sur un immense jeu hypercomplexe de Mikado évolutif.

Vous pouvez nous dire des choses passionnantes sur l'emploi dans votre branche d'activité, mais l'emploi à l'échelle du pays dépend de conditions globales et monétaires qui vous échappent dans tous les sens du terme : vous ne pouvez rien y faire (à moins de faire pression sur la FED ou sur la BCE, ou sur la démographie), et le plus souvent vos prises de positions / rapports / lettres ouvertes ne contiennent pas une réflexion sur le non-respect de la cible d'inflation en zone euro, sur l'absence dramatique de QE entre 2008 et 2015. **Mis à part Edouard Carmignac, quel patron français a pointé du doigt les responsabilités de Jean-Claude Trichet dans la catastrophe monétaire et le « double dip » eurolandais ?**

Où étiez-vous quand la double crise a fait rage ? Dieu merci, au sein de vos entreprises, et vous gérez très convenablement les choses ; en témoignent les résistances courageuses de l'économie devant les chocs monétaires archi-violents de 2008 ou de 2011. Mais, à la marge, vous étiez aussi à l'Institut Montaigne ou ailleurs, et là vous dissertiez sur les défis d'un monde qui change, sur le management participatif, sur la responsabilité sociale des entreprises, sur le rapport Attali et autres diversions. Les économistes n'ont pour la plupart pas bien compris cette crise (certains pensent encore que "les taux sont bas" et que "la BCE ne peut pas en faire plus" !!), mais vous, chers patrons de la tribune du JDD, vous ne vous posiez le plus souvent même pas les bonnes questions, les questions monétaires, celles dont vous gérez pourtant les conséquences concrètes, au quotidien, sur votre activité. Comme hors sujet, *lost in translation*.

Vous avez, par vos talents, limité la casse d'un choc monétaire encore aujourd'hui considéré par vous comme financier ou énergétique ou immobilier ou psychologique. **Vos analyses pour l'emploi dans vos entreprises sont intéressantes, pas celles pour l'emploi en France**, qui nécessiteraient une approche coûts-bénéfices des dispositifs (Bertrand Martinot), une réflexion sur le "halo" du taux de chômage (Cahuc et d'autres), et surtout des mécanismes de préventions contre de futurs chocs monétaires (cibles de PIB nominal pour les banquiers centraux, par exemple).

Vous proposez des choses certes souhaitables mais pro-cycliques, un peu comme une **agence de notation** qui se réveille sur les finances publiques du Brésil vers 2015. Vous inférez des contraintes d'offre (que vous voyez à votre échelle) de vastes propositions sur la libération de l'offre productive, au moment même où le taux d'utilisation des capacités de production est bas, en pleine crise de la demande agrégée. Si on vous écoutait, le fossé offre / demande (plus connu sous le nom de *sous-emploi*) se creuserait davantage. **Vos intentions sont bonnes en micro, elles sont infernales en macro.** Il vous faudrait lire plus de Milton Friedman ou de Scott Sumner, et moins de Laurence Parisot.

Tout ceci n'est pas nouveau. **Historiquement, les patrons, petits ou grands, ont souvent l'art de militer à contre-sens** Dans les années 1930, la banque centrale américaine, qui tolérait voire encourageait une déflation mortifère, recevait des tonnes de lettres de patrons qui protestaient contre les mesures de soutien à l'économie, la baisse de taux et la dévaluation. Ils vantaient les mérites de mesures qui les tuaient (de même que la bourgeoisie française se faisait hara-kiri avec la déflation Laval). Idem depuis 2008 de la part du patronat allemand et de la Bundesbank (pour une synthèse des positions allemandes, voir toute l'œuvre traduite de Jean-Marc Daniel). Dans le même genre, **les patrons anglais militent depuis toujours pour l'euro, avec au départ l'argument selon lequel une non-qualification à l'euro dès 1999 tuerait l'attractivité de la place financière de Londres.** Je pourrais multiplier les exemples.

Chacun devrait faire son travail, tout son travail, et rien que son travail. Quand des prix Nobel d'économie fondent un hedge fund, cela donne LTCM. Quand des non-économistes dirigent l'économie, cela donne la BCE. Quand des patrons jouent aux politiques, les résultats sont souvent décevants, et la confiance en eux en prend un coup.

Vous insistez, chers patrons de la tribune du JDD, sur **la formation**. Très peu de rapport avec la question de la quantité d'emplois dans une économie, hélas. Le chômage a explosé en France au début des années 80, au début des années 90, puis depuis 2008 : c'est-à-dire au cours de trois crises désinflationnistes et/ou déflationnistes mal anticipées par les agents économiques ; conformément au diagnostic macro traditionnel qui relie les erreurs d'anticipation d'inflation au coût du travail et au chômage. **Ces chocs monétaires ont produit des effets puissants, dévastateurs, sur le tissu productif, sur les comptes publics et sur l'emploi.** Un meilleur niveau de formation aurait peut-être réduit un peu la durée de ces effets ; c'est tout. On pourrait, certes, sans doute, être plus efficace en France quant à cette vache à lait syndicale et cette usine à gaz administrative qu'est la formation professionnelle. Mais l'effet net sur le PIB sera *de toute façon* infinitésimal.

L'insistance sur la "compétitivité" (ce concept attrape-nigauds qui se résume en fait à un mauvais alignement du taux de change) **est particulièrement critiquable** ; le discours patronal gagnerait à éliminer les expressions journalistiques de caniveaux. Relisons Krugman ou Friedman, là encore. L'économie n'est pas un gâteau qu'on se partage, ou une chasse aux trésors comme chez les mercantilistes ; on a même fait la zone euro en théorie pour se débarrasser de cette question, comme les gens du Texas se foutent de leur "compétitivité" vis-à-vis de l'Oklahoma ou du Kansas. Parlez donc des gains de productivité (le grand tabou de notre époque ?) à votre échelle, pas de petits complexes agonistiques vis-à-vis de gens qui sont nos partenaires commerciaux ; *please*.

Regardez le Japon des années 1990 et 2000 : des boîtes bien positionnées, qui se désendettent, présentes sur des marchés

porteurs, pleines d'ingénieurs bien formés, appuyées par le « maître des horloges » cher à Philippe Delmas, avec une fiscalité incommensurablement moins pénalisante que chez nous... et, à la clé, une crise lourde, une impasse totale. Un pays n'est pas une entreprise, et le tout n'est pas égal à la somme des parties. Ce n'est pas nouveau, et là encore il faut lire ceci :

<https://hbr.org/1996/01/a-country-is-not-a-company>.

Chers patrons de la tribune du JDD, restez dans votre sphère. Vous n'y manquerez pas de pain sur la planche : en France, les entreprises ont des sureffectifs, et la bureaucratie monte de jours en jours ; **on voit le mot *innovation* partout grâce à vos agences de comm' mais nulle part dans les chiffres macroéconomiquement lamentables du pays**. Il vous reste une mondialisation à conduire, des hommes à promouvoir, des stratégies à réinventer. Alors ne devenez pas, en plus, des économistes amateurs.

Ou alors, soyez un peu plus cohérents. **Vous pouvez forer sur tous les continents, mais n'oubliez pas que le prix du baril pour cette année n'est pas une affaire de géologues mais de financiers et de banquiers centraux**, en clair une évolution en quinconce avec le dollar et non une trajectoire modélisable par vos ingénieurs. Quand vous vous concentrez sur les soudures pour des tubes, tout va bien, c'est Vallourec ; mais quand vous faites des prévisions sur le prix du pétrole, tout dégénère, cela donne les comptes 2014-2015 de Vallourec. De même, vous pouvez proposer toutes les "mobilisations générales contre le chômage", mais ne parlez pas de créer un million d'emplois (pour se référer à un propos de table du "patron des patrons") **avec une croissance à seulement 1%, une BCE hésitante, des taux nominalement bas mais réellement hauts, un euro qui a baissé contre le dollar mais pratiquement pas contre les autres monnaies** (et qui a été bien trop cher pendant près d'une décennie), **et un prix du baril de pétrole qui baisse non pas en raison d'un choc d'offre positif mais en raison d'un choc de demande négatif** ("*never reason from a price change*"). La fin de la dernière phrase n'est pas bien claire pour vous ? C'est bien ce que je disais, chers patrons du JDD : adoptez le principe de spécialisation, retournez à vos affaires.

Les tribunes contre l'excès de charges sociales et contre le byzantinisme fiscal sont *fair-play* quand **on connaît le degré de soviétisation de notre pays** : mais ne croyez pas que ces axes *de bons sens* constituent un vrai programme économique contre le chômage en plein milieu d'une crise monétaire. **Le "retour de la confiance" est une belle blaguetant** que les conditions préalables de la confiance n'ont pas été posées ; je veux parler ici d'une réforme monétaire, et d'une vraie détente monétaire. Pas l'ersatz que nous enregistrons depuis 4 ans. Jacques Rueff avait certes avancé des idées de réformes structurelles vers 1960, mais *après* une dévaluation. Il n'avait pas commis un catalogue à la Attali en pleine contraction monétaire. Même si les charges baissaient et même si des efforts étaient enfin réalisés du côté de l'apprentissage ou de la simplification administrative, ces avancées seraient balayées par la moindre remontée de l'euro ou par la moindre parole décevante de Mario Draghi sur les marchés.

On ne peut pas dire que Nicolas par exemple n'a rien fait, mais Jean-Claude l'a tué A l'inverse, le retour de l'emploi américain depuis quelques années doit tout à Bernanke, et pratiquement rien à Obama ou au Congrès. C'est donc là que ça se passe, principalement : pour nous, à Francfort. Ni à Bercy, ni au Medef. Le jeu de rôles franco-hexagonal continue entre "Croissance plus" et les "frondeurs", avec au milieu un gouvernement très satisfait d'être au milieu (c'est là qu'on gagne des élections) : et pendant ce temps, les vraies décisions monétaires qui impactent l'emploi se prennent (ou pas), loin d'ici, en catimini, et sur des bases proprement scandaleuses (Rosa Luxembourg : "si les gens savaient, le système tiendrait 48 heures"...). Oui, je sais, chers patrons, terminer par une citation d'une passionaria marxiste-léniniste n'est pas très élégant, et vous accusez de faire le jeu d'un gouvernement socialiste n'est pas très gentil. Mais, par cette tribune dans le JDD, c'est vous qui avez commencé ! Et qui aime bien critique bien !